

- Suite sur des recettes fiscales qui existeraient très rapidement (2023 si...) sans emprunter et pour réduire les inégalités qui minent la société et le débat politique.
- Projet de Budget PLF 2022 et PLSS 2022 placé sous le dogme du "corsetage" des dépenses publiques (DP) pour revenir au monde d'avant... en pire.

- 36 Propositions pour un plan de rupture et à mettre dans le débat des échéances présidentielles du collectif "Plus jamais ça" (PJG)
- Ordre d'idée sur combien coûterait une revalorisation salariale, le recrutement, la construction de piscines, hôpitaux, lycées...
- L'évasion fiscale, le fléau qui aggrave les inégalités.

- Dette publique: stop à la désinformation anxiogène.
- Zucman/Saez - Le triomphe de l'injustice.
- Un stage FSU le 18 novembre en visio sur :

Politiques budgétaires et monétaires : quels enjeux pour porter nos revendications ?

NOTE d'ÉCONOMIE POLITIQUE

Les faits saillants à retenir de la période.

Rédaction et mise en page par Fabrice ALLAIN et Pascal ANGER

Eléments de comparaisons pour repères

1 million de secondes fait 11 jours
1 milliard de secondes fait 31 ans (soit un rapport de 1 à 1000).
1 million d'euros (Ms) représente 0,1% de 1 Md
10 millions égale 1% de 1 milliard

Les 500 premières fortunes de France frisent les 1 000 Mds !!!

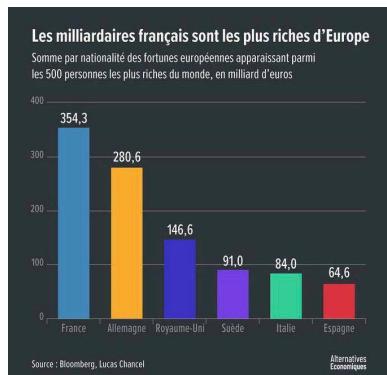
Le magazine Challenges a dévoilé début juillet 2021 comme chaque année, le classement des 500 plus grandes fortunes de France, avec un constat sans appel en ces temps de pandémie : **la somme totale de ces 500 richesses a augmenté de 30 % en un an, pour friser les... mille milliards d'euros.** Challenges souligne d'ailleurs cette dichotomie entre cette augmentation en flèche du patrimoine de ces plus grandes fortunes et le choc économique qu'a connu

le pays durant la crise, avec par exemple un déficit public autour de 220 Mds.

A elle seule, la **fortune cumulée de ces 500 "Crésus" équivaut à près de 47 % du PIB de la France en 2020 !** Un PIB (produit intérieur) qui a d'ailleurs chuté de 8,3 % par rapport à 2019, "du jamais vu", soulignait Le Monde en janvier 2021.

Dans le détail, 109 de ces 500 fortunes sont milliardaires, soit 14 de plus en un an. Les 10 premières fortunes cumulent environ 450

Mds d'euros soit 45 % du total et un peu plus que le Budget Etat propre en 2019. (Pour la 5e année consécutive, c'est Bernard Arnault, le PDG d'LVMH, qui caracole en tête de ce classement, pour atteindre aujourd'hui 157 milliards euros). Rappelons qu'une très grande majorité des "tuyaux médiatiques" appartiennent à 10 Milliardaires.



L'enrichissement supplémentaire des milliardaires. La France en tête : Merci Macron !

Ainsi, entre mars 2020 et mars 2021, la fortune des milliardaires a battu tous les records :

- Rien que pour la France la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros (+40%) note Attac/oxfam.

Et si on confisquait ce supplément sans que cela change quoi que ce soit pour ces hyper riches, soit 170 Mds de plus pour les recettes publiques ?

- la fortune des 20 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 62 %;
- la France détient le record d'Europe de la concentration de richesses entre les mains des milliardaires
- L'évolution du Patrimoine des Ultra riche en 10 ans : La France en tête : +439%

Les dividendes en 2020 et pour le premier semestre 2021 du CAC 40 repartent à la hausse (+ 51 Mds en 2020).

La crise sanitaire n'est pas encore derrière nous que les actionnaires du CAC 40 regardent déjà devant. Après une baisse en 2020 (41 Mds), les versements aux actionnaires des entreprises du CAC 40 devraient repartir à la hausse cette année 2021 et pour ceux de 2022. Ils atteignent **51 milliards d'euros** pour 2020, sous forme de dividendes ou de rachats d'actions, selon les calculs de l'Observatoire des multinationales.

Entre suppressions d'emplois et production de vaccins, le laboratoire pharmaceutique continue de « surperformer ».

Deux tiers des bénéfices sont reversés en dividendes

Repartition moyenne des bénéfices parmi les entreprises présentes au CAC40 de 2009 à 2016, en %



Le monde d'après selon Macron: toujours pour l'austérité malgré le besoin de services publics (SP) et de personnels qualifiés /fonctionnaires pour les servir.

Suite sur des recettes fiscales qui existeraient très rapidement (2023 si ...) sans emprunter et pour réduire les inégalités qui minent la société et le débat politique.

Des propositions pour financer l'économie, les SP existent, sont socialement et écologiquement justes et économiquement efficaces !!! I (source : Attac et Copernic

"Nous avons constaté une érosion de l'imposition des revenus personnels pour les personnes se situant en haut de l'échelle... les gouvernements devraient envisager des impôts plus élevés pour les ménages les plus aisés et les entreprises très rentables", Paolo Mauro, responsable des affaires budgétaire au FMI (France Bleu 7/4/2021)



L'ONU et le FMI pour un impôt de crise !

Le secrétaire général de l'ONU en Avril 2021, Antonio Guterres "exhorte les gouvernements à envisager une solidarité ou un impôt sur la fortune pour ceux qui ont profité de la pandémie, afin de réduire les inégalités extrêmes".



Selon certaines estimations en hypothèse basse, l'ensemble des mesures préconisées par Attac et Copernic pourraient dégager, à court terme (pour 2023), un rendement global de **35 milliards d'euros par an**. En hypothèse haute, il serait supérieur à 40 milliards d'euros:

- 5 à 10 milliards d'euros par l'ISF ;
- 4 à 6 milliards par la barémisation des revenus financiers, la suppression du PFU et l'instauration d'une tranche supplémentaire à l'impôt sur le revenu ;
- 5 milliards par la taxe exceptionnelle sur les profits des multinationales et l'arrêt de la

baisse du taux nominal de l'impôt sur les sociétés ;

- 1 à 3 milliards au minimum par an du fait du renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales ; (fraude fiscale estimée entre 80 et 100 Mds)
- 10 milliards grâce à la taxe sur les transactions financières ;
- 10 milliards par la suppression et l'aménagement de certaines niches fiscales (sur 100 Mds actuels).



Projet de Budget PLF 2022 et PLSS 2022 placé sous le dogme du "corsetage" des dépenses publiques (DP) pour revenir au monde d'avant... en pire.

Rappelons que Macron a diminué structurellement de 56 Mds au total les recettes publiques (ISF, tax flat, Impôt de production, TH, ...).

Les Projet de loi de finance (PLF 2022) et de la sécurité sociale se préparent et arrivent à l'AN en octobre puis au Sénat pour le débat budgétaire.

Les prévisions annoncées en juillet sont un budget Etat stable en dépense (hors inflation !) mais avec des redistributions internes en positif ou négatif. Les recettes à part celles de la TVA seraient en baisse (impôt de production). Rien pour le dégel du point d'indice. Le budget EN devrait augmenter de

1,7 Mds mais ceci est lié en partie à des augmentations planifiées avant 2017 et son volume ne règle aucunement les besoins énormes combinés avec une augmentation d'effectifs dans le second degré. Celui du MESRI n'est pas à la hauteur et ne fait qu'aggraver la situation idem dans un contexte d'augmentation des effectifs. Mais le gouvernement voit plus loin et veut faire passer une loi qui plafonnerait la dépense publique de façon pluriannuel et bien sous l'inflation. Ce projet prévoit que le volume de la dépense publique ne dépasse pas 0,7% chaque année, quelle que soit l'évolution du PIB et de l'inflation qui est prévue en moyenne bien au-dessus de ce 0.7%. De façon entre autres à atteindre un

objectif de réduction de la dette publique. Le gouvernement prévoit aussi un cantonnement de la dette Covid type CADES qui détournera des recettes pour le budget Etat. Le cœur de ce programme de stabilité, c'est l'ajustement par les dépenses publiques. C'est à dire l'austérité, la coupe dans les services publics.

Même le FMI s'inquiète ! Dans un post de blog, Alfred Kammer, directeur Europe au FMI, a résumé en une phrase son conseil à l'Union européenne : « dépensez plus ! »

36 Propositions pour un plan de rupture, du collectif "Plus jamais ça" (PJC) mises au débat des présidentielles.

Collectif dont la FSU est partie prenante et qui peut se décliner dans vos départements. Il regroupe pour une première fois : des syndicats (FSU/CGT/ solidaire/ Conf paysanne,...), des associations (Attac, ...) et ONG (Oxfam, Greenpeace, ...)

10 objectifs et 36 mesures dont
Objectif 6 : reprendre le contrôle sur le monde de la finance et la dette publique.
Mesure 21 : pour une politique monétaire et prudentielle au service des besoins sociaux et environnementaux
Mesure 22 : mieux réguler les activités bancaires
Objectif 7 : plus de justice fiscale
Mesure 23 : pour une imposition plus juste et progressive des revenus et du patrimoine
Mesure 24 : lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale
Mesure 25 : renforcer la taxation des transactions financières
Mesure 26 : supprimer les niches fiscales inutiles et les exonérations nocives pour la protection sociale, le climat, la biodiversité et la lutte contre les inégalités.
Pour le plan complet, voir sur le site du SNEP à outils d'analyse à item politique 36 propositions.

Ordre d'idée sur combien couteraient une revalorisation salariale, le recrutement, la construction de piscines, hopitaux, lycées...

Rappel: La politique macronienne a diminué de 56 Mds les recettes publiques !

Quelques rappels sur les salaires dans la fonction publique :

Le point d'indice est gelé depuis près de 10 années et ce gel de valeur équivaut à une perte de plus d'un mois de salaire par rapport à cette date pour chacun.e. Soulignons que le smic augmentera d'environ 35€ brut par mois au 1er octobre en raison de la hausse de l'inflation. Selon le Code du travail, une progression de plus de 2% sur un an, (période examinée de novembre 2020 à octobre 2021 et là +2,2%) de l'indice des prix de la période entraîne automatiquement une revalorisation du smic

dans les mêmes proportions. Le salaire minimum augmentera donc en octobre de 2,2%.

Ainsi **il serait logique qu'enfin le point d'indice soit revalorisé à minima au 1/10/2021 de 2.2%** soit une dépense supplémentaire pour le budget Etat et de tous les fonctionnaires d'environ 4 Mds (estimation de Bercy qui pour 1% d'augmentation entraînerait un cout de 2 Mds).

« Un doublement » des salaires des 1.2 million de personnels de l'EN équivaudrait

selon le cabinet du ministre (France Info) à 10 Mds pour le prochain budget.

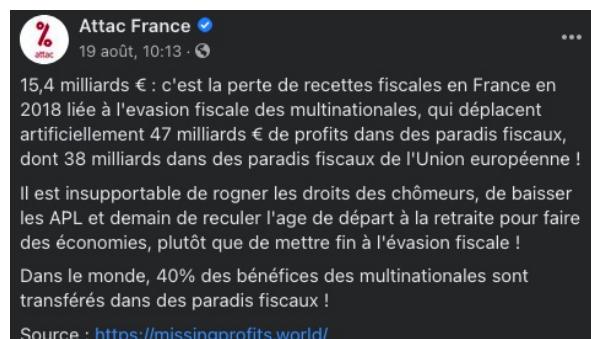
On voit bien, sans parler de doublement des salaires, qu'une revalorisation et ratrappage du point d'indice dans la Fonction Publique (5 millions de personnes) avec 10 Mds pour 2022 se financerait aisément (cf pistes fiscales. Sans compter l'apport de recettes supplémentaires pour les comptes de la sécurité sociale et d'un retour de recette par la TVA).

Quelques ordres d'idées de coûts/ investissement largement finançables :

- Une piscine demande un investissement autour de 12 millions d'euros
- Construction aux normes HQE d'un collège autour de 20 millions d'euros et d'un lycée autour de 40 millions. (Font travailler le BTP, ...)
- Un recrutement de 10 000 enseignants supplémentaires dont 1 000 en EPS demande un investissement (lutte contre le chômage des jeunes etc...) de 500 millions d'euros par an (à hauteur d'un salaire moyen d'un fonctionnaire de catégorie A à indice moyens avec cotisations comprises (salarié et employeur) de 50 000 euros par an).
- Construction d'un hôpital autour de 500 millions. (Comment le justifier ?)

L'évasion fiscale, le fléau qui aggrave les inégalités.

En arrière-plan des attaques répétées contre les services publics dont celui de l'Education, l'accroissement des inégalités au profit des plus aisés se poursuit. Si les plus précaires mettront plusieurs années à tenter de sortir de la crise, pour le monde de la finance, les chiffres sont au beau fixe et ont déjà dépassé ceux d'avant Covid (51 milliards de dividendes versés au premier semestre 2021). Le 19 août, Attac révélait aussi que l'évasion fiscale pratiquée par les multinationales soustrayait plus de 15 milliards d'euros de recettes à la France.



Dette publique : STOP à la désinformation anxiogène !

Quelques rappels issus d'un livre : « La dette publique - précis d'économie citoyenne »

1. La dette, ou emprunt public, contracté par les Etats est par principe très utile !

NON elle n'est pas un fardeau pour les générations futures car cet endettement finance des investissements qui bénéficient à tous (Hôpital, Ecole, ...). En face de ce que l'on doit il y a aussi ce que l'on possède. Ainsi un Français naît actuellement avec près de 4500 euros de patrimoine net.

2. La dette publique des Etats est d'une nature différente que celle des particuliers et des entreprises

Un Etat est un agent économique disposant d'un horizon de vie infini et ne fait pas faillite. Celui-ci a le pouvoir de lever des ressources. Dans les modalités il ne paye que les taux d'intérêts fixés, ce que l'on appelle la charge de la dette sur la durée de l'emprunt. Il ne rembourse le capital emprunté qu'à l'échéance prévue et généralement en réempruntant de nouveau (« rouler sa dette »). La dette étatique est d'abord une question politique et non morale !

3. Le ratio Dette/PIB est un indicateur non pertinent - la dette actuelle nous coûte moins cher qu'il y a 10 ans !

Aucune règle n'a pu être validée sur une

limite à ce ratio Dette/PIB. L'ex. du ratio de 240% sur PIB du Japon devrait nous questionner ! Il vaut mieux regarder des indicateurs comme le coût de la dette (les intérêts). Ainsi malgré un stock de dette en 2020 qui a considérablement augmenté, le montant des intérêts a baissé au budget de l'état (moins 10 Mds en dix ans). Ce n'est pas tant le niveau de la dette qui importe mais ses finalités !

4. Une banque centrale, ici européenne (BCE), est d'une autre nature que les banques commerciales

C'est la banque en dernier ressort qui a le monopole de l'émission monétaire. Elle peut avoir un passif négatif permanent et ne peut pas faire faillite, contrairement aux banques commerciales. Elle n'a pas à être rentable. C'est la banque des banques ...

5. L'enjeu du financement des emprunts et déficits public

Il faut sortir de la dépendance aux marchés financiers. C'est un enjeu central. Jusque dans les années 1970, d'autres moyens de financement multiples se faisaient et le seraient de nouveau si on le décide. On peut annuler 25% de notre Dette

6. D'autres confusions sont déconstruites telles que :

• **NON** La dépense publique (DP) n'est pas une part du PIB (par contre elle y contribue de façon centrale).

• **NON** les services publics ne sont pas financés par une ponction sur la richesse créée par le secteur privé.

Les DP et les déficits publics alimentent l'économie, la consommation des ménages, les profits et l'investissement privé ...

En conclusion, il faut ancrer dans nos esprits que les questions économiques ne sont que des constructions politiques. Payer la dette par l'austérité et au peuple n'est pas la seule solution. D'autres alternatives existent (cf Joe Biden USA).

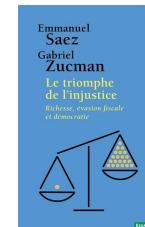
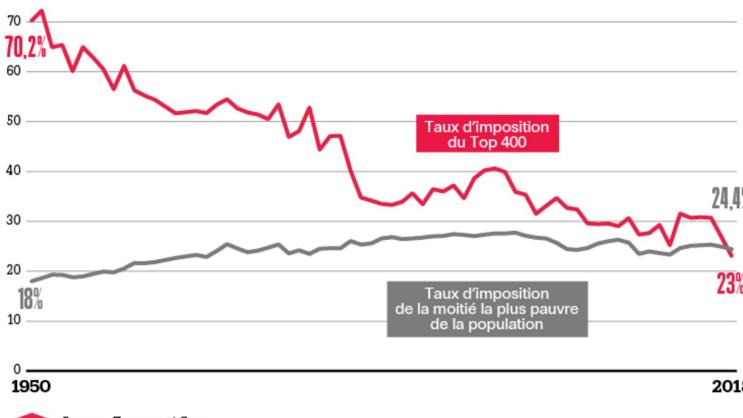
Il faut revoir les traités sur la BCE pour qu'elles puissent comme aux USA financer directement les déficits publics.

SEUIL

Zucman/Saez - Le triomphe de l'injustice.

Le Top 400 moins taxé que les 50% les plus pauvres

Aux Etats-Unis



Les travaux de ces deux économistes s'appuient essentiellement sur l'analyse du système politique et économique américain, mais leurs conclusions mettent en lumière la nécessité de faire contribuer les revenus du capital dans le financement de la protection sociale, enjeu de première importance notamment outre atlantique où beaucoup de citoyens n'ont pas de couverture sociale suffisante. En démontrant aussi qu'aux Etats Unis, **les ultras riches paient moins d'impôts que la moitié la plus pauvre de la population** (via l'insuffisance de l'impôt sur les sociétés et les stratagèmes pour échapper à l'impôt, mal nommés "optimisation fiscale") alors que la croissance des revenus a été exponentielle pour cette catégorie dans la période de développement des économies néo libérales, on retient que l'augmentation des salaires et la construction d'une protection sociale universelle relèvent de choix politiques.

Un stage FSU le 18 novembre en visio sur : Politiques budgétaires et monétaires : quels enjeux pour porter nos revendications ?

« Pourquoi des dirigeants qui comptaient chaque euro de déficit se sont mis à distribuer des milliards d'euros « quoi qu'il en coûte » et s'alarment aujourd'hui du poids et du remboursement de la dette publique ? »

L'objectif de cette journée est d'apporter des bases d'économie politique à travers des éclairages et débats sur le budget de l'Etat (dépenses et recettes publiques), la fiscalité, le PIB, la dette publique, l'articulation avec les politiques monétaires ... Pour porter et éclairer nos revendications pour financer les besoins sociaux et la rupture écologique.

Ce stage comprendra deux temps : une matinée de vulgarisation, explicitation et l'après-midi débats, tables rondes sur « Que faire et comment porter et rendre audible auprès de nos collègues des alternatives de politique économiques » pour une autre société.

Cinq intervenants viendront animer cette journée :

Des spécialistes qualifié-es interviendront tout au long de la journée

- Jean-Marie HARRIBEY
- Esther JEFFERS
- Christophe RAMAUX
- Jonathan MARIE (co-auteurs ci-dessus du livre « La dette publique - Précis d'économie citoyenne ».)
- Vincent DREZET

Inscrivez vous sur le site de la FSU ...

Les économistes atterrés

E. Beri, L. Charles, A. Jarreau, J. Marie, A. Pellegrin

La dette publique

Précis d'économie citoyenne